

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## COP26 : Ali Bongo en défenseur du Bassin du Congo



Photo: DR

**Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba aux côtés du président américain, Joe Biden.**

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

Le président Ali Bongo Ondimba a participé, hier dans le cadre de la COP 26 à Glasgow, en Écosse, à une table ronde autour des questions sur la déforestation à travers le monde. Aux côtés des présidents Joe Biden (États-Unis), Félix Tshiseke-di (RDC) et du Premier ministre britannique, Boris Johnson, il s'est fait le défenseur des forêts du Bassin du Congo.

Ainsi, le numéro un gabonais a présenté la stratégie du pays pour lutter contre ce phénomène qui participe à la destruction de la biodiversité forestière et animalière. Comme à l'ouverture, Ali Bongo Ondimba a fait un discours très applaudi par ses pairs et spécialistes présents lors de ces discussions qui ont vu chacun des dirigeants faire un plaidoyer sur la question in-

quiétante de la déforestation. Pour lui, le Gabon, situé dans le deuxième plus grand bassin forestier au monde, celui du Congo, regorge de nombreuses richesses en termes de faune et de flore. "La forêt couvre 88 % de la superficie du Gabon, avec 21 % d'espaces aménagés. 60 % des forêts sont protégées et gérées de façon durable", a informé le président de la République. Tout comme il a souligné que la biodiversité est composée aux 3/4 d'éléphants de forêt. C'est dire, a-t-il précisé, leur importance biologique et surtout les efforts à fournir dans la gestion et la protection des ressources naturelles. Dans cette optique, il a relevé que depuis le sommet de Copenhague au Danemark, le Gabon a mis en place une véritable politique de lutte contre les changements climatiques. Près d'un milliard de tonnes de CO2 a été absorbé. Selon lui, la

protection des parcs nationaux des activités minières, des organisations criminelles et des groupes terroristes qui pillent les ressources naturelles, fait partie des priorités du gouvernement gabonais. Aussi, a-t-il appelé à une vigilance constante face à tous ces dangers qui fragilisent l'écosystème. Non sans militer pour le renforcement des mécanismes logistiques et des financements durables.

"Le bassin du Congo est le cœur et les poumons du continent", a martelé le président Ali Bongo Ondimba. Avant de garantir que le combat contre les changements climatiques ne peut être remporté sans la préservation des forêts du Bassin du Congo. À la suite du chef de l'Etat gabonais, le Congolais Félix Tshiseke-di, l'Américain Joe Biden et le Britannique Boris Johnson se sont succédé à la tribune pour partager leurs visions respectives

## Mesures gouvernementales Covid-19 : le CLR dubitatif!

Y.F.I  
Libreville/Gabon

Pour faire face à la troisième vague du Covid-19, le gouvernement vient de prendre de nouvelles mesures de lutte et riposte. Lesquelles mesures prendront effet à partir du 15 décembre prochain. C'est du moins la date récemment dévoilée par Guy-Patrick Obiang Ndong, ministre de la Santé et certains de ses collègues. Seul hic, lesdites mesures sont jugées discriminatoires par de nombreux Gabonais au regard de leur caractère restrictif notamment pour les personnes non-vaccinées. Une sortie gouvernementale qui charrie moult réactions. En témoigne le récent post sur sa page Facebook du Dr Nicole Assélé, délégué général du Centre des libéraux réformateurs (CLR). "J'observe que les récentes décisions du gouvernement visant à freiner la poussée des contaminations au covid-19, pour salutaires qu'elles soient, revêtent tout de même des aspects clivants pour la société gabonaise. À s'y méprendre, ces mesures créent en effet une sorte de fracture dangereuse entre les

citoyens vaccinés et ceux non vaccinés, donnant l'impression que cette dernière catégorie serait constituée de personnes honnies et bannies de la République", déclare-t-elle sans détour. Avant d'ajouter : "Il m'est particulièrement difficile de comprendre qu'à certains, parce que vaccinés, soient offertes quasiment toutes les libertés, et aux autres, parce que non-vaccinés, ne soit réservé qu'un traitement subtilement coercitif et stigmatisant, les vouant à demeurer cloîtrés".

Loin d'être une antivax, Nicole Assélé crève plutôt l'abcès. "Médecin de formation et porteuse du leadership du CLR, parti politique éminemment membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, je précise ici que je ne suis évidemment pas contre la vaccination. Loin s'en faut. Il s'agit simplement de m'interroger, par exemple en me demandant si le test PCR ne suffit pas pour montrer patte blanche lors des contrôles liés à cette pandémie", soutient-elle. Non sans rappeler au gouvernement son impérieux et régalien devoir de protéger tous les Gabonais.



Photo: R.H.A/L'Union

**Le délégué général du CLR, tout en saluant les nouvelles mesures gouvernementales, fustige tout de même le caractère discriminatoire de celles-ci.**

## Tribune des partis politiques

### Des excuses pas sincères!

La logique aurait voulu que l'on ne s'attarde point sur le cas de Max Anicet Koumba, président du Rassemblement des Gaulois (RG). Tant ce dernier ne représente rien dans le landerneau politique. Mais, nous ne pouvons malheureusement pas passer sous silence cette actualité qui défraie toujours la chronique.

Après le tollé général, la condamnation des propos par le Parti démocratique gabonais (PDG) - [ndlr: locomotive de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) dont est membre le RG] et le coup de marteau asséné par Lambert-Noël Matha, ministre de l'Intérieur, le "Gaulois en chef" a présenté des excuses publiques à la Nation entière. Toutefois, ce mea-culpa, prononcé aux

forceps, semble dénué de toute sincérité. C'est du moins, la lecture que se font de cet acte plusieurs observateurs et autres habitués de la chose politique. Pour un acteur politique qui reconnaît avoir tenu des propos antirépublicains, comment justifier le côté lapidaire et laconique desdites excuses? N'eut été l'ultimatum du patron de l'Intérieur, Max Anicet Koumba aurait-il fait amende honorable? Regrette-t-il sincèrement sa sortie de piste ou veut-il simplement se donner bonne conscience?

Sauf erreur d'analyse, la tête de file du RG a tout simplement voulu calmer le jeu après sa bourde. Lesdites excuses ont-elles trouvé des oreilles attentives? Que nenni! En effet, le sujet continue de susciter des débats dans les

grand-places et autres salons feutrés. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce personnage "ambigu" a réussi à passer de l'ombre à la lumière en moins d'une semaine. Celui qui jusque-là était aux oubliettes depuis près de trois décennies a désormais inscrit, de façon négative bien entendu, son nom dans les annales politiques du Gabon. L'histoire retiendra qu'il aura été le premier acteur politique à tenir des propos tendancieux jamais tenus auparavant par un acteur politique gabonais. Lourde responsabilité à porter devant l'Histoire.

Yannick Franz IGOHO